

LA CRISE FINANCIÈRE **et** **COMMENT VOIR L'AVENIR**

**Reproduction de l'exposé fait par André GANDILLON,
pour l'Œuvre française, le 28 octobre 2008, à Paris .**

La crise financière déclenchée en juillet 2007 en conséquence de l'aventurisme financier en matière de prêts immobiliers a engendré une crise de confiance généralisée qui, après avoir été latente durant un an, le temps que les acteurs financiers en prennent la mesure, a dégénéré en panique aux mois de septembre et octobre 2008. Par son ampleur, elle ne peut comparée qu'à la crise de 1929. Pourtant, elle est récurrente au système dit capitaliste, tant par la nature de ce dernier que par les pratiques auxquelles il a donné naissance dans un contexte idéologique et moral qui est celui d'une société tendant en permanence vers une conception toujours plus matérialiste du monde. Cette crise appelle plusieurs strates de lecture dont nous allons trop succinctement brosser les grandes lignes.

La nature du système capitaliste

En toile de fond, se trouve la nature du système capitaliste qu'il vaut mieux appeler « système prix-salaires-profits » basé sur l'échange. Il souffre d'un vice fondamental qui tient à ce que la production est incapable de créer par elle-même assez de signes monétaires pour permettre son écoulement : en effet, les revenus distribués sont inférieurs à la valeur à laquelle est vendue la production. Plus encore, avec le développement de la production de masse, plus celle-ci augmente, moins elle crée de capacité d'achat.

Le système a donc besoin de trouver des acheteurs solvables à l'extérieur de lui-même. La nécessité de l'exportation devient vitale. A défaut, il faut stimuler la consommation et la production en injectant dans le circuit économique les signes monétaires qu'il ne crée pas lui-même ; cette injection de signes monétaires est normalement à l'origine d'un mouvement inflationniste de l'ordre de un à deux pour cent par ans. Le déséquilibre entre capacité de vente et capacité d'achat est un problème permanent. Il en résulte le recours au crédit pour éviter l'étouffement de l'activité, ce qui provoque périodiquement de graves désordres lorsque son émission est confiée à des agioteurs sans scrupules comme c'est le cas dans le monde dit capitaliste. Les débiteurs n'arrivent plus à rembourser leurs créanciers pour quelque raison que ce soit. Ajoutons que le système se bloquerait vite si de nouveaux secteurs d'activité n'apparaissaient pas car la mécanisation continue ne cesse de réduire le nombre de bras - donc de revenus distribués - nécessaires pour les secteurs d'activité existant.

L'importance du secteur financier, dont la fonction consiste à alimenter l'économie en signes monétaires suffisants à son fonctionnement, devient

primordiale et cette fonction-clef fait que, depuis des siècles et plus sûrement encore depuis les débuts de l'ère industrielle, les financiers de tous ordres ont acquis une position dominante et en sont arrivés à asservir l'homme au veau d'or.

L'économie moderne, produit d'une histoire et non pas de la fatalité

La question qui se pose est alors de faire en sorte que le système financier soit mis au service exclusif des hommes et des sociétés et non pas à celui de quelque autre maître. S'il s'est trouvé des organisations financières ou des banquiers au service de la nation dont elles émanaient, comme dans l'Allemagne dès le XIX^e siècle, il n'en a pas été de même pour la finance du monde anglo-saxon qui mène le monde depuis plus d'un siècle et plus encore depuis quelques décennies. L'histoire économique aurait pu emprunter d'autres voies, contrairement à ce qu'on enseigne implicitement dans les universités à travers un corpus doctrinal quasiment idolâtré, appelé abusivement « science économique ».

On peut résumer l'histoire financière et économique du dernier siècle, dont la crise actuelle est l'aboutissement provisoire, comme celle des gouvernements britanniques puis américains qui sont devenus des instruments manœuvrés par les banquiers internationalistes de la City puis de New York au seul service de l'extension de leurs nouveaux pouvoirs.

Soucieux de leurs seuls intérêts matérialistes et purement financiers, ils ont privilégié le rendement financier sur l'intérêt national des peuples auxquels ils s'adossaient. Ce qui les a conduits à internationaliser leurs activités plutôt que de se concentrer sur le développement national. Les conséquences en sont immenses.

Deux siècles de pratiques anglo-saxonnes

Dès 1846, la Grande-Bretagne s'est orientée résolument vers le libre échangeisme avec les lois sur le blé qui ruinèrent la paysannerie. Le fait de privilégier les investissements extérieurs qui offraient des rendements supérieurs à ceux de l'industrie nationale fit que la compétitivité de l'industrie britannique commença à diminuer. Dans le même temps, la banque allemande se mettait au service de l'industrie nationale et l'effet fut éclatant, le Reich

devenant la première puissance d'Europe en 1914, développant une flotte qui entra en ligne de compte lorsque Londres dut choisir son camp lors de la Grande Guerre. Toujours est-il qu'en 1914, la City ayant plus investi à l'étranger qu'en Grande-Bretagne, le Royaume-Uni était en crise et la City espéra redorer son blason avec la guerre. Mal lui en pris car en 1918 elle s'était encore plus affaiblie.

Les États-Unis, sous l'impulsion des banquiers new-yorkais, Morgan, Baruch et compagnie, créanciers des vainqueurs de 1918, suivirent le même chemin, sauf durant la période 1940-1945 où, à la surprise des dirigeants allemands, ils produisirent un effort industriel extraordinaire, la finance américaine sachant où était alors son intérêt, à savoir détruire un régime foncièrement hostile à la domination de l'argent sur les nations. Après 1945, la puissance industrielle américaine continua à se développer, notamment avec le plan Marshall destiné à solvabiliser l'Europe afin qu'elle achète les produits américains. Toutefois, après 1950, la primauté du rendement financier sur toute autre préoccupation fit que l'économie américaine, sauf le secteur de l'armement, fut relativement délaissée au profit du reste du monde, essentiellement l'Europe dans les années 1960.

La domination américaine, comme auparavant celle de la Grande-Bretagne avec le sterling, était fondée sur la puissance économique, militaire et financière, dont celle de sa monnaie, le dollar, comme jadis celle la Grande-Bretagne sur le sterling. La puissance du dollar est l'instrument financier de cette domination. En 1945, le dollar avait été institué comme monnaie mondiale, étant réputée aussi bonne que l'or avec lequel elle était convertible, à un taux outrageusement bas puisque cette valeur de 35 \$ l'once avait été fixée en 1934, au plus bas, durant la crise de 1929.

Or le financement de la guerre du Viêt-Nam accélère la création monétaire, ce qui conduit à déprécier le dollar. En 1967 De Gaulle avait demandé le remboursement en or, ce qui avait provoqué une panique et des repréailles (mai 68). En 1971, Nixon suspendit la convertibilité du dollar. C'est alors que les banques américaines, avec Henry Kissinger, firent ce grand coup politique d'adosser le dollar au pétrole : Kissinger s'entendit avec les pays de l'OPEP en les autorisant à quadrupler le prix du pétrole à condition de réinvestir leurs bénéfices en dollar. Le dollar était plus que jamais monnaie de réserve. C'est le « choc pétrolier » de 1973 au cours duquel les États-Unis - et pour cause - restèrent étrangement passifs. Cela fit plus que jamais du pétrole la préoccupation majeure des États-Unis et de leur système financier.

Les masses de ces « pétrodollars » réinvestis aux États-Unis assurèrent

une période de domination du dollar jusqu'au début des années 2000. Cela ne se fit pas sans difficultés : le gouvernement américain sut agir pour empêcher l'émergence de concurrents économiques et financiers importants, tant en Europe que dans le monde, le FMI (Fond monétaire international) étant son bras armé, et mena une politique d'attractivité artificielle du dollar avec la politique monétariste de Paul Volker après 1979. Nous ne pouvons relater tout cela présentement. Notons toutefois que la collaboration est demeurée étroite durant tout ce temps entre la City et Wall Street. En outre, la City a pu continuer à jouer un rôle mondial en jouant elle aussi d'un artifice: les pays du Commonwealth ont déposé leurs réserves d'or à la Banque d'Angleterre afin d'étayer la £ comme deuxième monnaie du monde après le \$.

Là encore, la finance de Wall Street en tira bénéfice au détriment de l'industrie, sauf celle liée à la Défense. L'économie américaine souffre d'un sous investissement depuis des décennies. Ce qui fait que les États-Unis, en dépit de leur puissance militaire, financière, économique qui va nécessairement perdurer, sont un pays structurellement affaibli; nombre d'infrastructures sont vétustes. La spéculation ne fait pas bon ménage avec l'investissement, surtout celui d'équipement dont un des taux de rentabilité direct est des plus faibles.

La crise actuelle est l'aboutissement de plusieurs années au cours desquelles l'émission de crédits se fit sans rapports avec les besoins de l'économie encouragée par la politique de taux faibles pratiquée depuis une vingtaine d'années par la Fed, la réserve fédérale des États-Unis qui est la banque centrale américaine. Il faut remarquer que nous sommes allés de bulle financière en bulle financière : « bulle internet » en 2000 ; bulle immobilière maintenant.

Cela, sans oublier d'autres alertes dont la plus importante fut en 1998 la faillite du fonds LTCM (Long Term Capital Management) qui était un signe avant-coureur. A titre d'exemple, LTCM, qui était un fonds spéculatif, ce qu'on appelle aussi un « hedge fund » jouait 24 fois ses mises de fonds en faisant des paris sur telle ou telle affaire financière. 200 milliards de dollars étaient en jeu. Or l'un de ces paris, sur la dette publique russe s'étant révélé perdant, le risque encouru par la finance américaine était tel qu'un consortium de 14 banques injecta 4 milliards de dollars pour le renflouer et l'assainir. Ainsi fut évité un krach majeur car, sans cette intervention, c'était tout le système financier américain, et par suite mondial qui risquait de s'effondrer comme un jeu de dominos. A noter que la Fed baissa par trois fois ses taux d'intérêt, ce qui alimenta derechef la bulle boursière américaine.

La terreur des dirigeants financiers était de provoquer une crise. Ainsi Alan Greenspan, directeur de la Fed, disait préférer une bulle financière à la crise. D'expédient en expédient on a retardé la crise, à savoir l'éclatement d'une finance artificielle, mais elle n'a pas été empêchée. Mieux, on a eu la bulle et la crise !

Les spécificités de la présente crise

Cette crise présente des aspects spécifiques liés à l'emploi de techniques financières à base de mathématiques, telle la titrisation. Qu'est-ce à dire ? La « titrisation » est un terme désignant un montage financier permettant à un établissement financier de transférer le risque de non remboursement d'un crédit en le transformant en un produit financier plus ou moins complexe vendu sur le marché. Les premières titrisations furent celles de la dette publique des États consistant à placer leurs bons du Trésor sur les marchés financiers. Cette pratique est liée à la libéralisation de la finance qui a induit une instabilité permanente due aux changes flottants et à la volatilité des taux d'intérêt : il s'agit de répondre au souci permanent des financiers de réduire au maximum les risques qu'ils encourent dans leurs opérations.

Les méthodes de couverture de risque traditionnelles (assurances) ne suffisant plus, furent créés les « marchés de produits dérivés » (le premier est apparu en 1982 à Chicago) qui ont pour but de désolidariser risque et crédit se rapportant à l'économie réelle, aux biens réels appelés en jargon financier les « produits sous-jacents »; ils reposent sur le principe du pari et se négocient non plus au comptant, mais à un terme déterminé. Engendrant eux-mêmes de nouveaux risques, ces marchés en ont suscité d'autres, à savoir des « marchés dérivés de produits dérivés » ; ainsi, le refinancement de dettes à long terme par des actifs à court terme a abouti à « titriser la titrisation » en multipliant les produits dérivés ! Bien entendu, ce processus s'est accompagnée de la multiplication de « produits financiers » (autrement dit de titres financiers) toujours plus complexes au point qu'il est devenu difficile de savoir quelle est la réalité des marchés toujours plus nombreux et diversifiés.

L'emballlement du système

En outre, ces marchés, ces pratiques ont échappé au contrôle des banques pour passer de fait sous celui des marchés à la recherche permanente de

rendements toujours plus élevés. D'une manière générale, les normes de prudence définies à l'échelon international pour garantir la solidité des organismes de crédit (notamment l'établissement d'un ratio de fonds propres bancaires relativement aux fonds prêtés, comme le « ratio Cooke » puis celui établi à Bâle) ont été contournées : la « titrisation » de leurs créances permet aux banques de les faire sortir de leurs bilans et de n'avoir pas à augmenter leurs fonds propres en proportion. Le mal a été aggravé par la suppression de la séparation entre banques d'affaires et banques d'investissement, instaurée aux États-Unis en 1932 avec le Glass Steagall Act, les banques d'investissement étant les seules à pouvoir investir sur les marchés à condition de ne pas recevoir de dépôts. Il en résulte un manque de fonds propres de la part des banques face aux difficultés présentes.

Le système s'est emballé à l'excès au point qu'actuellement personne n'est capable d'évaluer ni le nombre de titres douteux disponibles sur le marché, ni le degré de vice que les actifs financiers contiennent, ce qu'on appelle la « toxicité » des actifs. Il en résulte que, l'irrationnel étant l'un des ressorts de la finance, la méfiance est partout, la confiance nulle part. Le fait d'accorder de nouveaux prêts aux entreprises et aux particuliers devient vicié dans la mesure où l'ensemble du système est contaminé par des titres financiers douteux. Les banques ne veulent plus se prêter les unes aux autres. Il faut dire, pour fixer les idées que la crise des subprime concerne environ 1400 milliards de dollars et 400 milliards de pertes : ce n'est que le dixième du volume des fonds « titrisés » ! Dès lors, les banques centrales peuvent baisser leurs taux, injecter des crédits, la panique n'est pas enrayée. Il s'agit d'une sorte de réaction nucléaire en chaîne.

COMMENT VOIR L'AVENIR

Il ne s'agit pas de pratiquer la divination mais de tracer les lignes d'évolution possibles, voire probables étant donné les éléments invariables de la situation.

Un système rongé par le matérialisme ambiant

L'économie repose sur l'échange, ce qui suppose la conclusion de contrats et, par suite, nécessite, pour fonctionner sans dérives graves, que les acteurs économiques respectent des principes d'honnêteté, de moralité d'honneur, entre

autres. Or, dans un monde matérialiste, fondé sur la seule recherche d'un profit maximisé parce qu'ayant rejeté toute transcendance, toute spiritualité et, pour tout dire, dans le monde occidental, les valeurs chrétiennes, ces garde-fous n'existent plus. Le système se trouve donc foncièrement vicié et par suite ne peut qu'engendrer, quelles que soient les règles édictées, que de nouvelles dérives spéculatives et des pratiques de brigandage qui nourriront une dégénérescence permanente du système. La crise spirituelle qui affecte le monde blanc depuis plus de deux siècles produit ici l'un de ses effets funestes majeurs.

On nous dit que les États, les autorités régulatrices, ont commis l'erreur d'être trop laxistes, de laisser les financiers se gouverner eux-mêmes, d'avoir pensé que le sacro saint « marché » pouvait se réguler de lui-même. On nous dit que les gouvernants ont compris la leçon et qu'ils vont établir des règles évitant de tels errements. L'intention est louable. Malheureusement, ce discours a déjà été servi de nombreuses fois au cours des siècles écoulés et, jamais, aucune régulation instaurée par les États n'ont permis d'éviter que les démons de la finance sans scrupule renaissent et provoquent de nouvelles catastrophes. Les systèmes de régulation finissent toujours par être contournés et, la peur passée, les autorités monétaires laissent tacitement la législation tomber en désuétude. Vulgairement, on pourrait dire qu'il s'agit de « promesses de poivrots ». Le seul cas où la régulation de la finance a fonctionné, c'est en 1895 lorsque le gouvernement allemand, à la suite du krach de la bourse de Berlin, a interdit les jeux spéculatifs et les marchés à terme qui en sont l'emblème : la santé financière du Reich demeura jusque durant la Grande Guerre, les finances étant entre les mains de Schacht, qui fut ensuite le père du redressement de l'Allemagne à partir de 1932 et qui permit, après 1948 – mais dans l'ombre, avec l'accord des Américains qui l'avaient extrait de la prison où il avait été condamné pour cinq ans à Nuremberg – ce qu'on a appelé le miracle allemand.

Crises et rapports de forces économiques

La finance, la monnaie comme toute chose touchant au politique, repose sur des rapports de force et en sont en quelque sorte la traduction.

Nous avons vu que les États-Unis ont su conforter le dollar en s'adossant à l'or puis au pétrole en jouant de leur puissance. Nous avons vu aussi comment cela ne durait qu'un temps. Aujourd'hui, quelle garantie, les États-Unis peuvent-ils trouver au dollar ? Comme auparavant : continuer la politique de la force, ce que le Pentagone appelle la « Full spectrum dominance » ou « domination sur

tous les fronts ». C'est le moyen de prolonger la position dominante du dollar qui repose sur le fait qu'il est la première monnaie de réserve du monde à un point tel que la force du dollar ne repose que sur le risque de voir son affaiblissement provoquer la ruine partielle ou totale des États détenteurs de réserves en dollars et créanciers des États-Unis, à commencer par la Chine et le Japon. Tout le monde se tient. Mais pour combien de temps : chacun sait que les rapports de forces ne cessent d'évoluer.

Pour le moment, le monde entier se tient solidairement, pour des raisons opposées mais solides : les États-Unis ne veulent pas perdre leurs richesses, tandis que la Chine et le Japon ne veulent pas perdre leurs avoirs en dollars. Personne n'a intérêt à ce que le système s'effondre. Mais ce facteur n'est pas éternel.

De ce point de vue, la présente crise marque un tournant dans la mesure où, pour se remettre à flot, le système financier américain et occidental émet des myriades de titres d'États comme les Bons du Trésor qui sont rachetés par ceux qui disposent de liquidités, à savoir la Chine, le Japon et les pays arabes. De même, leurs fonds souverains, alimentés par les bénéfices que provoquent leurs exportations vers un monde blanc qui vit outrageusement à crédit, investissent massivement pour racheter, à bas prix, des participations dans les entreprises occidentales, opérant ainsi un transfert de pouvoir économique à leur profit et au détriment du monde blanc qui se voit ainsi dépossédé de lui-même. L'étranger tend à devenir le maître. Le phénomène est appelé à s'accroître dans la mesure où le monde blanc s'affaiblit intérieurement, tant démographiquement avec la dénatalité et le vieillissement aggravés par une immigration inassimilable sciemment encouragée, qu'économiquement avec la désindustrialisation voulue par des financiers voyant dans l'internationalisation de l'économie un moyen de réaliser de juteux profits.

C'est ici qu'il faut préciser que le renforcement du pouvoir des financiers a abouti à un fait majeur mais occulté: la part de la valeur ajoutée versée aux salariés a baissé de dix pour cent depuis trente ans pour être distribuée aux détenteurs du capital financier: il en résulte une diminution du pouvoir d'achat global qui, comme en 1929 ne peut être compensée, pour maintenir la consommation à un niveau supportable que par le crédit. On alimente ainsi la fragilisation du système tout en augmentant provisoirement le volume d'affaire des banquiers. On est loin de l'adage de Ford disant qu'il payait bien ses ouvriers afin qu'il puissent acheter ses voitures!

En définitive, les prédateurs apatrides de la finance sauront-ils - et

pourront-ils – manœuvrer pour s’adapter à la nouvelle situation? Dans ce cas, ils ne doivent pas oublier qu’en dépit d’intérêts particuliers, ils sont une émanation des États desquels ils sont issus et que, de ce fait, bien que ne servant que leurs intérêts égoïstes, ils scient la branche sur laquelle ils sont assis dans la mesure où ils affaiblissent la puissance de ces États.

La crise actuelle et les solutions proposées par le système

Présentement, trois voies ont été tentées :

1° racheter les actifs douteux, comme dans le plan Paulson ;

2° prendre des participations dans les banques, ce qui revient à nationaliser, même partiellement et temporairement ;

3° garantir les prêts entre les banques afin d’assurer au prêteur qu’il retrouvera en tout état de cause sa mise.

Il s’agit de recapitaliser les établissements financiers, de les assainir, afin de rétablir cette sacro-sainte confiance qui fait défaut. En pariant sur la reprise économique, les auteurs de ces plans ont calculé que les sommes en jeu, pour considérables qu’elles soient, (mais pourtant bien faibles par rapport au montant des actifs douteux), ne représentent, en service d’emprunt une somme négligeable par rapport aux PIB des États développés.

Toutefois, la multiplication des emprunts et autres recapitalisations de banques vont assécher le marché du crédit ; cela va tendre au renchérissement des taux d’intérêt et rendre plus difficiles les investissements. Leur fléchissement aura de graves conséquences s’il n’est pas contré. Le vieillissement de l’appareil productif, l’insuffisance d’investissements novateurs mais aussi d’investissement d’équipements, provoquera un ralentissement de la croissance. Une fois de plus le pari que l’économie va repartir et que les emprunts effectués ces derniers temps seront amortis et remboursés par une nouvelle croissance, risquent d’être déçus. Un tel climat ne pourra que réactiver une crise qui, en fait n’aura jamais disparu.

Quant à la garantie des États, que vaut-elle? Elle ne tient qu’autant que les États ne sont pas emportés par quelque révolution. Or les conséquences sociales de la présente crise, qui a ouvert des lézardes qu’aucun replâtrage ne pourra refermer durablement, peuvent provoquer bien des désordres, tant politiques qu’économiques.

On nous assène dogmatiquement que les États ne peuvent pas faire faillite. Or la

prise en charge, par les États et leurs banques centrales, des crédits douteux, l'augmentation des dettes et déficits publics font que les bilans des banques centrales voient leur qualité se dégrader. De ce fait, l'État, prêteur en dernier ressort, se retrouve en première ligne, les banques centrales jouant le rôle de banques commerciales. C'est le germe d'une future bulle spéculative qui, si elle se développe, explosera tôt ou tard et ne trouvera plus aucune structure à laquelle recourir. Ce pourrait être la « bulle finale », emportant le système mondialiste dans l'abîme.

La crise actuelle est due au fait que la création monétaire est laissée aux mains des banques privées, de l'intérêt privé fondé sur la recherche maximale du profit sans le moindre souci du bien commun des peuples et des personnes. Les erreurs inhérentes à ce système pèsent sur l'économie réelle et provoquent une crise de liquidités et de signes monétaires incapables d'alimenter l'économie comme il le faudrait. On entre dans la spirale infernale, moins d'argent, mévente, d'où chômage, d'où baisse de la consommation, d'où ruine des producteurs, d'où aggravation du chômage suivi d'une nouvelle baisse des ventes d'où de nouvelles faillites etc..

Sauf à mener une entente internationale pour remettre les compteurs à zéro en organisant la banqueroute des spéculations - hypothèse bien sûr irréaliste -, il ne reste qu'à envisager des soubresauts qui amèneront à la ruine du système. D'autant plus que la doctrine et les personnages à l'origine des désordres actuels ne changeront pas. Entre-temps, les cercles qui inspirent la politique mondiale depuis un bon siècle vont mettre à profit la présente crise, - prévisible dès le printemps 2007 et dont on peut se demander si elle n'a pas sciemment été aggravée -, pour tenter de faire progresser l'intégration planétaire qu'ils appellent de leurs vœux. Les discours invoquant la nécessité de réguler le système au niveau mondial, de convoquer un « nouveau Bretton Woods » sont révélateurs.

La voie à suivre

Il faudra alors mettre fin à la monnaie de crédit pour instituer la monnaie permanente en rendant les États souverains financièrement, comme jadis. D'ores et déjà les mécanismes de monnaie permanente pourraient être mis en place lentement certes, mais sûrement, sous forme de crédits productifs, pour peu que quelque gouvernement en ait non seulement l'idée mais surtout le courage afin de contrer la puissance des financiers apatrides et de dénoncer les clauses des traités européens, mais aussi de la loi Pompidou-Giscard de 1973 qui les interdisent.

L'économie doit être mise au service des hommes et non pas au service des intérêts particuliers de sociétés bancaires qui ne travaillent que pour elles-mêmes, au risque de se détruire en ignorant la réalité humaine et nationale du monde. Ce qui suppose que les peuples doivent se délivrer des oligarchies financières qui les étouffent depuis un siècle. La règle de base est que ce qui est matériellement réalisable et souhaitable pour le bien commun des peuples doit l'être financièrement.

Sur les décombres du système, il faudra envisager des zones économiques de taille continentales, en grandes partie autarciques, liant des pays de développement comparable et de même civilisation, chacune d'entre elle étant reliée aux autres par ces écluses économiques que sont les barrières douanières. Pour autant, le financement de l'économie ne pourra être efficace qu'à l'échelon des nations, jouissant de leur pleine souveraineté restaurée. (Notons que la présente crise a été prise en main en Europe par les États et non par l'U.E).

On peut conjecturer que, de soubresauts en soubresauts, le système actuel connaîtra une crise paroxysmique dans un avenir plus proche peut-être qu'on ne le pense. D'autant plus qu'existent d'autres facteurs de crise majeurs, non développés présentement, à commencer par les problèmes énergétiques et pétroliers dont la guerre d'Irak est le dernier épisode majeur en date, les problèmes de multi-communautarisme qui fragilisent la structure des États du monde blanc, États-Unis compris, l'instabilité des États asiatiques, Chine et Inde entre autres, l'ensemble pouvant se combiner de multiples façons imprévues et inimaginables à ce jour.

Sans lire dans les boules de cristal, il est clair qu'un ordre politico-économique fondé sur des peuples spirituellement malades, sur le vide récurrent, sur l'ignorance du réel ne peut durer. Nous en avons les signes avant-coureurs. Pour nous autres nationalistes, cet effondrement ne dépend pas de nous. Mais ce qui dépend de nous, c'est le parti que nous pourrons en tirer. L'avenir est foncièrement aux nations et l'indispensable redressement de notre civilisation européenne, soumise à des forces qui lui sont hostiles et étrangères passe par celui de nos nations. Pour cela, il ne dépend que de nous, de nous préparer, de nous organiser, de nous former en conséquence pour que cet avenir soit conforme à notre espérance.

André GANDILLON